

Deuxième partie

La guerre de Trente Ans

La guerre de Trente Ans n'est pas un simple conflit entre puissances pour la suprématie en Europe. Il s'agit d'affrontements qui mêlent rivalités religieuses, querelles dynastiques et ambitions territoriales. Le théâtre principal est l'Allemagne pour qui la période représente un véritable séisme.

1. Une crise dans le Saint Empire (1618-1629)

1. L'affaire de Bohême

- L'empereur Mathias (→ fiche 10) est également roi de Bohême. La couronne de Bohême doit passer à sa mort sur la tête de son cousin Ferdinand. Cette dévolution déplaît aux nobles tchèques, majoritairement calvinistes, qui considèrent que la Bohême est une monarchie élective et refusent un roi ouvertement partisan de la reconquête catholique. Le 23 mai 1618, les envoyés de l'empereur sont défenestrés à Prague et l'année suivante, les Tchèques choisissent comme roi non le nouvel empereur Ferdinand II, mais un prince protestant d'Allemagne, l'Électeur palatin Frédéric V.
- Deux camps se constituent en Allemagne ; face aux États protestants de l'Union évangélique se dresse la Ligue Catholique dirigée par Maximilien de Bavière. À la tête de l'armée catholique, le général brabançon Tilly remporte la bataille de la Montagne Blanche (8 novembre 1620). Ce premier grand revers protestant de la guerre ouvre aussi une ère de trois siècles de soumission des pays tchèques à l'Autriche.

2. Une reconquête religieuse

- Vaincu en Bohême, l'Électeur palatin continue la lutte en Allemagne et perd le Haut et le Bas-Palatinat. À l'heure où le nouveau roi d'Espagne Philippe IV (1621-1665) intervient (→ fiche 20), le cours de la guerre semble favoriser le camp catholique, qui fait du duc de Bavière un nouvel Électeur (1623), mettant ainsi fin à l'organisation du collège électoral établie en 1356.
- Les protestants allemands se cherchent des alliés hors de l'Empire. Devant les hésitations de la France à s'engager contre la maison d'Autriche, une alliance se constitue à La Haye (1625) entre les protestants allemands, les Provinces-Unies, l'Angleterre et le Danemark. La conduite de la guerre est confiée à l'ambitieux roi de Danemark, Christian IV (→ fiche 17). Les opérations se révèlent vite défavorables et le Danemark se retire de la guerre, signant la paix de Lübeck (1629) qui lui permet de maintenir un *status quo* territorial sur ses propres possessions.
- Le Tchèque Wallenstein (1583-1634) est l'artisan de la victoire contre le Danemark. Brillant chef de guerre, il est le principal soutien de l'empereur, mais cherche également à se constituer une principauté. Ferdinand II est désormais en position de force. L'édit impérial de restitution (6 mars 1629) semble marquer le triomphe de la reconquête catholique dans l'Empire : les protestants sont contraints de restituer à l'Église catholique tous les biens sécularisés depuis la paix d'Augsbourg de 1555. Certains catholiques commencent à s'inquiéter de la politique impériale et redoutent la puissance de Wallenstein.

• Les techniques progressent lentement. Les Hollandais conquièrent des terres nouvelles sur l'Océan et exportent leur savoir-faire, comme en France où est asséchée en partie le marais poitevin au début du XVII^e siècle, mais aussi en Languedoc ou en Italie du Nord. Irrigation et drainage progressent également en Angleterre où se poursuit le mouvement des enclosures (→ fiche 1).

• La supériorité des agricultures hollandaise et, dans une moindre mesure, anglaise, est de sortir du cercle vicieux précédemment décrit. Abandonnant la pratique de la jachère, les agriculteurs de l'Europe du Nord-Ouest développent de nouvelles cultures, en particulier celles des plantes fourragères. L'élevage peut se développer, tandis que la quantité d'engrais d'origine animale augmente, à quoi il faut ajouter chaulage et marnage qui améliorent aussi les rendements de la terre.

2. Le grand commerce maritime

• Les Indes orientales sont la grande affaire du siècle (→ fiche 26) et entraînent la naissance de compagnies à charte. La compagnie anglaise des Indes orientales est la plus ancienne (1600), mais le modèle que tous vont imiter naît en 1602 : la VOC, compagnie néerlandaise des Indes orientales.

• Le développement des plantations sucrières entraîne la croissance de l'esclavage. Dans l'Atlantique, le commerce des esclaves augmente lentement au cours du siècle. Monopole portugais au XVI^e siècle, la traite négrière devient l'affaire des Hollandais qui installent un premier comptoir sur la côte du golfe de Guinée en 1598. Dès les années 1630, la compagnie hollandaise des Indes occidentales a la haute main sur le commerce des esclaves en direction du Brésil, mais aussi de l'empire espagnol. Dans les années 1620, on estime que les Hollandais font passer 10 000 esclaves par an dans le Nouveau Monde. Le retour des Portugais au milieu du siècle stimule le commerce des esclaves ; Français et Anglais entrent dans la compétition et dès les années 1690, tout est prêt pour la grande expansion du XVIII^e siècle.

• À partir de 1695, les commerces atlantiques préparent la reprise économique, surtout grâce à l'or du Brésil, convoité par l'Angleterre qui met la main sur l'empire portugais grâce au traité de Methuen de 1703.

• En Europe, le commerce de la Baltique reprend à partir des années 1680, comme celui de la Méditerranée.

3. Banque et crédit

• La banque d'Amsterdam ouvre en 1609. Il s'agit d'une banque de dépôt qui permet les paiements et les virements de compte à compte, mais n'offre pas de possibilité de crédits.

• La banque de Stockholm qui date de 1650 permet aussi dépôts et virements, mais innove par l'émission de billets en quantité supérieure à l'encaisse métallique en dépôt.

• La banque d'Angleterre est créée par le Parlement en 1694. Comme les deux précédentes, elle pratique dépôts et virements. Elle possède en outre le monopole de l'émission des billets et pratique aussi l'escompte. Le succès est tel que la banque doit doubler son capital dès 1697. Une banque d'Écosse est ouverte sur le même modèle en 1695.

Pistes bibliographiques

On se reportera aux ouvrages classiques cités dans les pistes bibliographiques de la fiche 2.

2. La phase suédoise (1631-1635)

1. Gustave Adolphe et les affaires d'Allemagne

• La puissance suédoise (→ fiche 17) est largement sous-estimée par l'Europe d'alors. Le roi **Gustave II Adolphe (1609-1632)** se révèle pourtant un chef de guerre redoutable. Vainqueur des Russes en 1617, il a acquis l'Ingrie et la Carélie. Sa lutte, plus difficile, contre la Pologne s'est pour le moment interrompue, mais les ambitions de faire de la Baltique un lac suédois demeurent. Peu à peu les protestants d'Allemagne se tournent vers ce roi luthérien qui semble leur dernière chance de salut.

• La Suède est aussi une aubaine pour la France, qui peut, en signant le **traité secret de Bärwald (23 janvier 1631)**, soutenir financièrement les efforts de guerre contre la maison d'Autriche. C'est pourquo, malgré la déclaration de Stockholm (Pentecôte 1630) qui place son intervention sous le signe de la défense du protestantisme, le roi de Suède a donné à son allié français des garanties sur le maintien du culte catholique en Allemagne.

2. Les victoires suédoises

Les massacres qui ont accompagné la **prise de Magdebourg par Tilly (20 mai 1631)** ont soudé les protestants qui se placent derrière le roi de Suède. Le **17 septembre 1631**, Allemands et Suédois réunis remportent la grande victoire de **Breitenfeld**. Les succès de Gustave Adolphe s'enchaînent et partout le protestantisme semble triompher. Pour l'arrêter, l'empereur rappelle Wallenstein, un moment disgracié, qui reconstitue les forces catholiques et impériales. Le **16 novembre 1632**, la victoire de **Lützen** est cependant de nouveau protestante, mais Gustave Adolphe meurt à la tête de ses troupes.

3. La défaite suédoise

Privé d'un chef de guerre génial qui était en grande partie l'artisan des victoires protestantes, la coalition groupée derrière la Suède rencontre désormais des difficultés. La **défaite de Nordlingen (5-6 septembre 1634)** précipite la rupture; la Saxe, une des principales principautés protestantes, traite avec l'Empire. La France doit s'engager directement; au début de l'année 1635, elle signe deux alliances ouvertes avec la Suède et les Provinces-Unies et déclare la **guerre à l'Espagne (19 mai 1635)**.

3. La France contre la maison d'Autriche

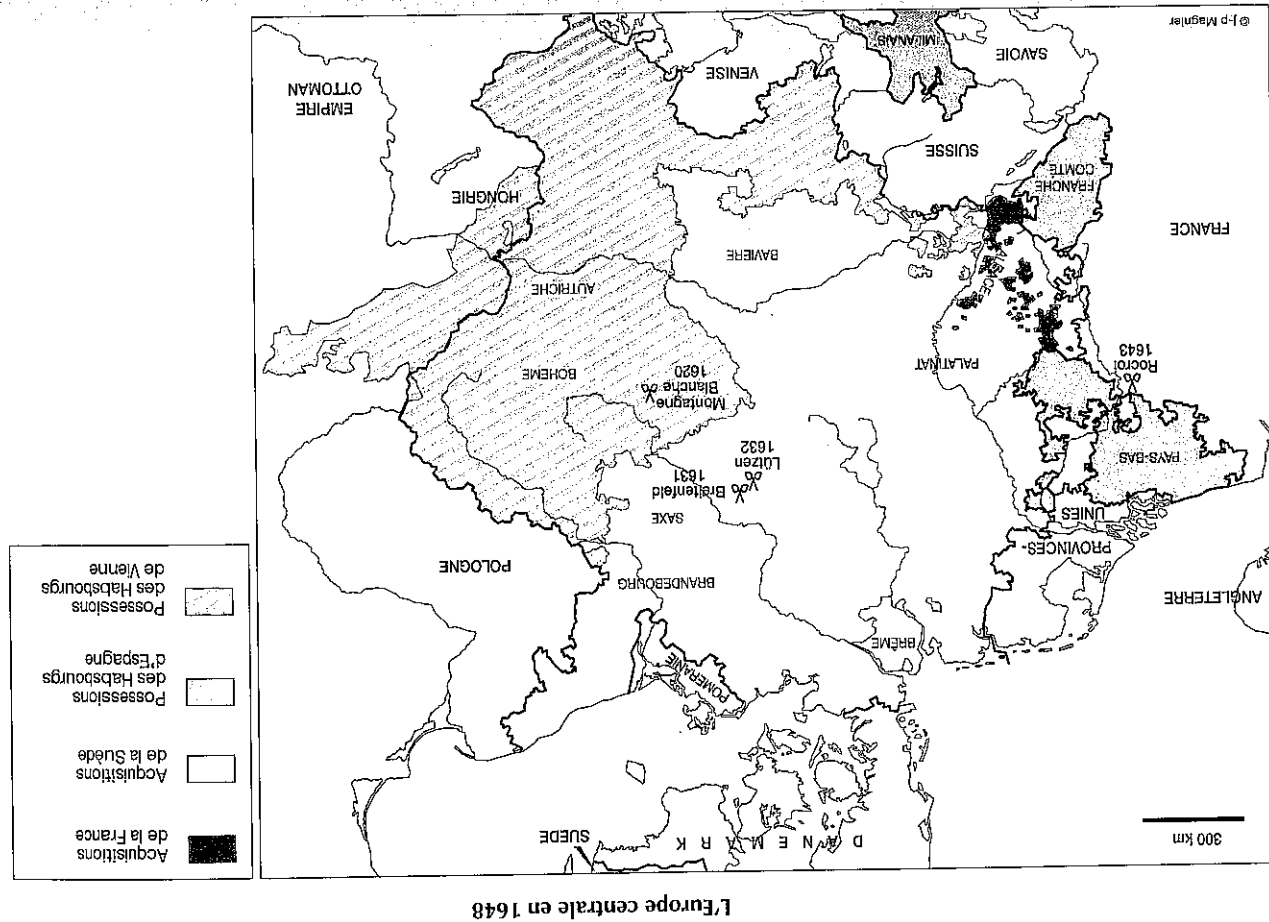
1. Les difficultés de la guerre ouverte

La première phase de la guerre est faite de déconvenues pour la France qui doit repousser en **1636** une **invasion espagnole** qui arrive jusqu'à **Corbie** sur la Somme. Le redressement est plutôt l'œuvre des alliés de la France : la Suède reconstitue une armée, les Provinces-Unies s'imposent sur mer et le chef de guerre protestant **Bernard de Saxe-Weimar**, principal allié à l'intérieur de l'Allemagne, se rend maître de la vallée du Rhin.

2. La victoire franco-suédoise

• Les Français entreprennent la **conquête de l'Artois (1640)** et interviennent dans la **Catalogne révoltée** (→ fiche 20), tandis que les Suédois sont de nouveau victorieux. Le **14 mai 1643**, le jeune duc d'Enghien est vainqueur à Rocroi. Le retentissement de la bataille est immense; pour la première fois, une armée française a battu les *tercios* espagnols dans une bataille rangée.

• À l'heure où l'on négocie déjà la fin de la guerre, une armée franco-suédoise, commandée par **Turenne** et **Wrangel**, remporte la victoire de **Zusmarshausen**



(1648). La Bavière se retire de la lutte et désormais la Bohême elle-même est menacée. Prague n'est sauvée que par la signature de la paix.

4. Règlements et bilans

1. De délicates négociations

Dès 1640, des pourparlers se sont engagés entre les puissances en guerre. À la fin de l'année 1644, des congrès s'ouvrent en Westphalie, à Munster pour les catholiques et Osnabrück pour les protestants.

2. Les traités de Westphalie

- Un premier traité de Munster est signé entre l'Espagne et les Provinces-Unies le 30 janvier 1648 et aboutit à une reconnaissance définitive de l'indépendance par l'Espagne (→ fiche 16).

- Le second traité de Munster (24 octobre 1648) est un triomphe pour la France. Il consacre la mainmise sur les trois évêchés (→ fiche 7) et offre la souveraineté sur la Haute-Alsace. En Basse-Alsace, la France reçoit les dix villes qui formaient la ligue de la décapole et des droits encore mal définis. En Italie, la place de Pignerol sur le versant italien, prise à la Savoie en 1631, est comme le tremplin d'une nouvelle expansion dans la Péninsule.

- Le traité d'Osnabrück, signé le même jour, réorganise l'Empire sous le contrôle de la Suède et de ses alliés, dont la France. Sur le plan religieux, les positions des Églises catholiques et luthériennes sont maintenues, la grande nouveauté résidant dans la tolérance désormais accordée aux sujets calvinistes au sein des différents États de l'Empire. Les règlements politiques traduisent le même souci d'équilibre : le fils de Frédéric V recouvre le Bas-Palatinat et la dignité électorale, tandis que son cousin de Bavière demeure Électeur et conserve le Haut-Palatinat. La Suède est le principal bénéficiaire sur le plan territorial, recevant une partie de la Poméranie avec Stettin et Wismar et les évêchés sécularisés de Brême et Werden.

3. Une nouvelle Europe

- L'Empire devient de plus en plus une construction politique séculière et perd son caractère exclusivement catholique, au grand dam du pape Innocent X (→ fiche 5) qui condamne aussitôt les traités de Westphalie.

- La maison d'Autriche se considère désormais comme maîtresse héréditaire, et non plus élective, de tous ses États : les Tchèques, à l'origine de la guerre, ne sont pas partie prenante des traités et la Bohême est devenue pour l'Europe le patrimoine des Habsbourg.

- L'Allemagne a été ravagée par la guerre. Elle est désormais le jouet de puissances extérieures qui, comme la France et la Suède, ont dorénavant un droit de regard sur ses affaires intérieures. Pour ces deux pays, l'ordre de Westphalie est la garantie de leur puissance et elles luttent pour son maintien jusqu'à la Révolution française.

Pistes bibliographiques

Le « Que-sais-je ? » de Georges LIVET, *La guerre de Trente Ans*, Paris, PUF, nouvelle édition 1991, est une excellente introduction. On lira aussi avec profit G. PAGÈS, *La guerre de Trente Ans*, rééd. Paris, Pavot, 1991.

Le déclin de la Méditerranée au XVII^e siècle

Dans son livre, encore classique aujourd'hui, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Fernand Braudel soulignait le déclin des régions riveraines de la Méditerranée dès le second XVI^e siècle. Au-delà des crises économiques et politiques, c'est la menace de la décadence politique qui se fait partout sentir au XVII^e siècle, dans des États naguère puissants.

1. La crise de la puissance espagnole

1. Les déséquilibres économiques et sociaux

- Outre le déclin démographique (→ fiche 1), l'Espagne traverse une phase de stagnation économique au XVII^e siècle, sans doute moins grave que les historiens ne l'ont longtemps cru. L'agriculture voit, malgré les efforts du pouvoir royal, le triomphe de l'élevage extensif au détriment des labours, tandis que l'industrie, surtout textile, est de moins en moins compétitive. L'exploitation de l'empire américain se poursuit.

- La société est dominée par la grande aristocratie qui jouit de droits encore fort étendus. Au-dessous, la piétaille des cadets et des petits nobles s'appauvrit et les fonctionnaires royaux ne connaissent pas le dynamisme des officiers en France, tandis que le clergé est sans doute maître d'un tiers du sol.

2. Philippe III (1598-1621)

- Ce règne ouvre le siècle de lent déclin de la monarchie des Habsbourg. En paix avec la France depuis le traité de Vervins de 1598, l'Espagne renonce, par la paix de 1604, à lutter contre l'Angleterre. Malgré les succès de Spinola à la tête de l'armée des Pays-Bas, une trêve de douze ans est négociée avec les Provinces-Unies (1609).

- Dans la péninsule Ibérique, l'événement le plus marquant du règne est sans nul doute l'expulsion des Morisques (1609-1614), descendants des musulmans qu'on avait contraints à la conversion au début du XVI^e siècle. Leur départ est préjudiciable à l'économie espagnole, qui perd avec eux une main-d'œuvre dont les compétences étaient souvent nécessaires à l'agriculture et à l'artisanat.

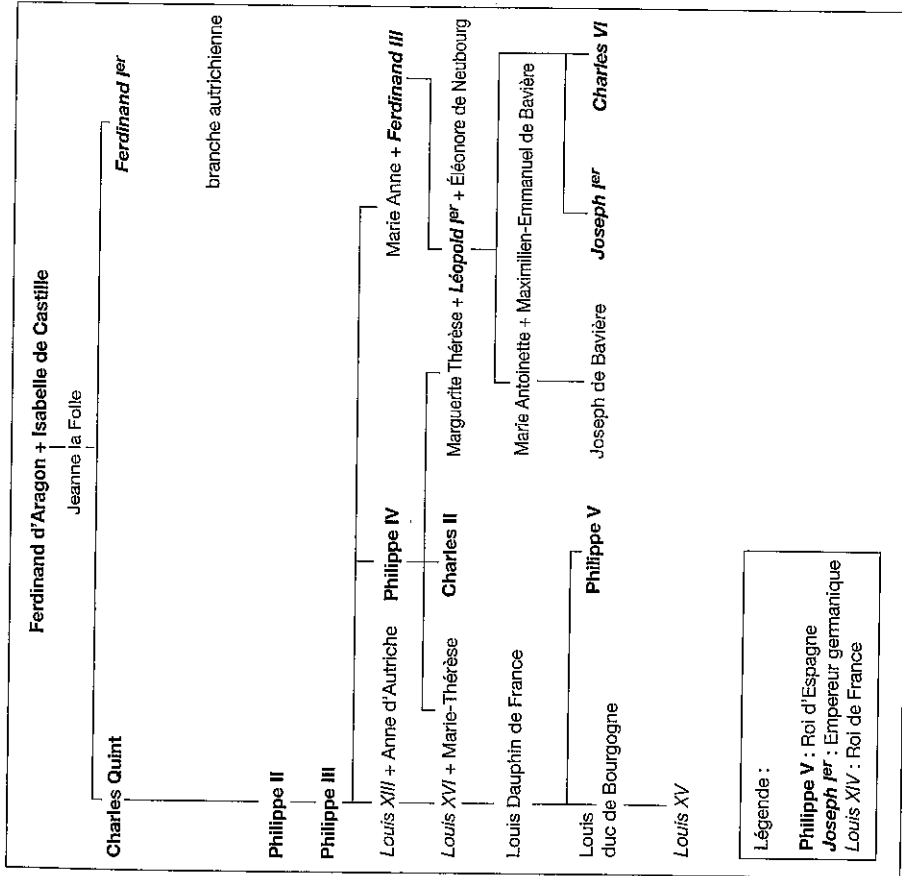
3. Philippe IV (1621-1665)

- L'Espagne doit désormais faire face autant à la guerre extérieure qu'à des troubles qui remettent en cause l'unité de la péninsule Ibérique. Dès le début de son règne, Gaspar de Guzmán, comte d'Olivares (1587-1645), est le principal ministre. Son programme vise à renforcer le pouvoir royal, au besoin par une guerre. La trêve avec les Hollandais n'est pas reconduite et la guerre s'annonce d'abord heureuse pour les Espagnols qui prennent en 1625 la forteresse de Breda. Mais les années suivantes sont difficiles et conduisent à des revers aux Pays-Bas.

- Le 19 mai 1635, la France entre ouvertement en guerre contre l'Espagne. Après avoir repoussé les tentatives d'invasion espagnole, les Français prennent l'offensive, s'emparant d'Arras en 1640. Cette même année éclate la grande révolte des Catalans. Leur sécession ouvre les portes du royaume à la France, qui s'empare du Roussillon en 1642.

- Le Portugal tente au même moment de recouvrer son indépendance, perdue en 1580 (→ fiche 6).

La succession d'Espagne



portugais dans un conflit dans lequel la population ne se sent pas impliquée. La pression fiscale qu'implique la politique d'Olivares provoque un mécontentement qui débouche sur une insurrection nationale, soutenue par la France. Un véritable coup d'État fait du duc de Bragance le nouveau roi, sous le nom de **Jean IV (1640)**. Dès 1641, le Brésil et l'Inde portugaise acclament leur souverain. Une longue guerre s'ouvre entre le Portugal et l'Espagne. Les Portugais résistent victorieusement à toutes les tentatives espagnoles de reconquête et obtiennent leur **indépendance** par le **traité de Lisbonne de 1668**.

• Le **traité des Pyrénées**, signé le **7 septembre 1659**, marque la fin de la suprématie espagnole en Europe. La France retrouve l'Artois et commence à repousser vers le nord sa frontière, tandis qu'elle se voit confirmer en Roussillon et en Cerdagne.

4. Charles II (1665-1700)

• La période est traditionnellement considérée comme catastrophique. Le recul territorial est confirmé par la perte de la Franche-Comté en 1678. Surtout, la question de la succession se pose presque immédiatement, en raison de la débilité physique et

mentale du roi, et préoccupe l'ensemble des puissances européennes. Les prétendants au trône d'Espagne sont multiples :

– en France, le roi Louis XIV, comme son frère Philippe d'Orléans, fils de l'infante Anne d'Autriche, peuvent prétendre au trône d'Espagne. Le dauphin est par sa mère, Marie-Thérèse, petit-fils de Philippe IV et a trois fils qui peuvent à leur tour faire valoir leurs droits ;

– l'empereur Léopold I^{er} et son fils l'archiduc Charles représentent la branche viennoise des Habsbourg. Ils descendent également de Philippe II par les femmes (→ fiche 23).

2. La renaissance du Portugal

• Le roi Jean IV a été reconnu par les *Cortès* en 1640, puis peu à peu par l'ensemble de l'empire. À sa mort, **Alphonse VI (1656-1668)** n'est âgé que de treize ans. Souverain incapable, il ne prend aucune part à l'indépendance définitive en 1668. Il est écarté du trône au profit de son frère **Pierre**, d'abord **régent (1668-1683)**, puis roi sous le nom de **Pierre II de 1683 à 1706**.

• Le retour à l'indépendance masque mal une certaine décadence. L'empire est devenu fragile et le Portugal ne doit en fait sa survie qu'à la protection de l'Angleterre, qui remplace l'ancienne alliance française. En **1703**, **Lord Methuen** négocie le **traité** qui porte son nom et offre à son pays le contrôle des richesses de l'empire portugais.

3. L'Italie

1. Les domaines espagnols

Si le Milanais est stable et prospère, il n'en va pas de même des possessions méridionales. À Naples, des troubles conduisent en **1647** à la proclamation d'une **éphémère république**, tandis que la Sicile connaît une brève période d'indépendance sous protection française.

2. Les États indépendants

Beaucoup de petits États demeurent sous la **protection espagnole**, comme Gênes, Lucques ou la Toscane. La France contrôle pour sa part Mantoue, Montferrat, Parme et Plaisance.

Venise défend jalousement son indépendance, luttant tout à tour contre le Saint-Siège, les Habsbourg et surtout les Turcs, menant en Méditerranée orientale la longue guerre dite de Candie.

La Savoie a été amputée en **1601** de la Bresse, du Bugey et du Val Romey (à peu près actuel département de l'Ain) au profit de la France. Désormais plus italienne, elle cherche à se rapprocher de la France, avant de participer aux coalitions contre Louis XIV à partir du règne de Victor-Amédée (1675-1732).

4. L'Empire ottoman

1. L'évolution interne

Le premier quart du siècle voit la succession de sultans incapables de redresser la puissance ottomane. **Murad IV (1623-1640)**, musulman rigoureux, essaie comme son fils **Ibrahim I^{er} (1640-1648)** de mettre au pas les janissaires. Au milieu du XVII^e siècle, la monarchie ottomane est ainsi affaiblie par les querelles intestines. Souverain faible, **Mehmet IV (1648-1687)** laisse la réalité du pouvoir à son vizir **Mehmet Köprülü**, fondateur d'une véritable dynastie ministérielle qui domine l'empire jusqu'en **1710**.

2. Les tentatives de conquête

- Sous l'influence du deuxième vizir Köprülü, l'empire semble alors se ressaisir. En 1661, l'invasion de la Hongrie est un succès et, malgré la défaite ottomane du Saint-Gottardt en 1664, le traité de Vasvár est plutôt avantageux pour la Porte. En 1668, malgré l'assistance fournie par Louis XIV, la capitulation de Candie marque l'abandon de la Crète par les Vénitiens.

- Le gouvernement de Kara Mustafâ, gendre de Köprülü II se révèle désastreux. Une grande expédition militaire conduit les Turcs devant Vienne, mais le roi de Pologne, Jean Sobieski, force la levée d'un siège qui avait provoqué les plus vives inquiétudes en Europe (1683). Une coalition chrétienne rassemble alors l'Autriche, le pape, Venise, la Pologne, mais aussi la Russie.

- Malgré quelques succès, qui permettent de contenir les Vénitiens en Grèce, les troupes ottomanes s'inclinent. Les Autrichiens, commandés par le prince Eugène de Savoie, remportent une victoire décisive à Zenta en 1697. Moins de deux ans plus tard, la paix de Karlowitz souligne le déclin de l'Empire ottoman, qui passe du statut de conquérant redouté à celui d'objet de convoitises pour les puissances chrétiennes (26 janvier 1699). Pour la première fois, la Porte a traité sur un pied d'égalité avec les autres États. La Hongrie et la Transylvanie sont définitivement cédées aux Autrichiens, tandis que les Vénitiens conservent Corinthe et la Morée, ainsi que des places fortes en Dalmatie et en Bosnie. Le traité consacre également l'arrivée dans la région de la Russie qui obtient Azov en Crimée et une partie de l'Ukraine.

Pistes bibliographiques

Outre les histoires nationales déjà signalées pour le xv^e siècle, on lira avec profit les ouvrages de J. ELIOTT sur l'Espagne au xvii^e siècle, dont le désormais classique *Oliverès*, trad. française, coll. « Bouquins », Paris, Robert Lafont, 1992 ; Gérard SABATIER, Sylvène EDOUARD, *Les monarchies de France et d'Espagne (1556-1715)*, Paris, Armand Colin, 2001.

La monarchie française (1598-1661)

1. Henri IV après l'édit de Nantes (1598-1610)

1. Le renouveau du pouvoir royal

- Après l'édit de Nantes s'ouvre une véritable période de restauration pour la monarchie française. Henri IV, sans modifier les institutions héritées de la dynastie précédente des Valois, s'entoure d'une équipe restreinte avec laquelle il gouverne l'État de façon autoritaire, contrairement à la tradition erronée qui veut en faire le libéral « bon roi Henri ».

- Les gouverneurs de provinces sont souvent d'anciens ligueurs (→ fiche 14) avec qui il avait fallu traiter, ou simplement de grands seigneurs jaloux de leurs indépendance dans leur provinces. Sans les destituer, le roi les fait doubler par des officiers entièrement dévoués qui assurent de plus en plus la mainmise de la monarchie sur le territoire du royaume.

- Les Parlements, qui ont un moment refusé d'enregistrer l'édit de Nantes, doivent se soumettre à l'autorité de Henri IV. Les villes, également objet de méfiance, sont mises au pas sur le modèle d'Amiens, qui perd la plupart de ses libertés municipales après s'être un temps donnée aux Espagnols (1597).

2. Le ministériat de Sully

- Malgré son autoritarisme, Henri IV se repose sur un principal ministre. Maximilien de Béthune, baron de Rosny est né en 1559. Petit noble protestant, il sert le roi depuis son plus jeune âge et a été plusieurs fois blessé pendant les guerres de Religion. En 1596, il entre au conseil des Finances, avant de recevoir, en 1599, le titre de surintendant. Cumulant les charges, il est grand-maître de l'artillerie, surintendant des fortifications et s'occupe du renouveau du réseau routier en tant que grand voyer de France. Il devient l'un des grands du royaume : gouverneur de Poitou en 1603, il est fait duc de Sully en 1605.

- Sans être Premier ministre en titre, Sully concentre entre ses mains une grande partie des pouvoirs et s'efforce de rétablir les finances de la monarchie. Dans les généralités, il envoie des commissaires, nommés intendants de justice, de police et des finances pour superviser l'action des officiers. Le résultat de l'action de Sully n'est pas négligeable sur le plan financier. Il réussit à éponger la dette héritée des guerres civiles et entame la reconstruction du royaume. Outre de grands chantiers à Paris (Pont Neuf, place Dauphine, place Royale aujourd'hui place des Vosges), Sully favorise quelques améliorations agricoles, en particulier dans le domaine du drainage.

3. Les contestations

- Des complots nobiliaires marquent le règne de Henri IV qui doit faire exécuter son vieux compagnon le maréchal de Biron, afin de montrer la fermeté retrouvée de la monarchie en France. En revanche, le pardon est accordé à un grand seigneur protestant révolté : le duc de Bouillon.

- L'opposition des anciens ligueurs, devenus des catholiques dévots ne se dément pas. Le 13 juin 1610, un catholique fanatique, agissant probablement de sa propre initiative et sans complicité, poignarde à mort Henri IV.

Les âges de la Fronde

1648	<p>Vieille Fronde ou Fronde parlementaire : le parlement de Paris est l'âme d'une contestation qui, par-delà Mazarin, vise la monarchie absolue.</p> <p>janvier : agitation antifiscale à Paris.</p> <p>13 mai : arrêt d'union, par lequel les parlementaires parisiens appellent les autres magistrats à défendre leurs gages.</p> <p>1-9 juillet : réunis dans la chambre Saint-Louis, les magistrats proposent des réformes qui remettent en cause l'édifice de la monarchie absolue.</p> <p>31 juillet : déclaration royale acceptant les réformes.</p> <p>26, 27 et 28 août : tentative de coup d'État de Mazarin. Deux parlementaires, Broussel et Blancmesnil, sont arrêtés : Journée des Barricades. Les Parisiens se soulèvent pour défendre le Parlement. Libération de Broussel et de Blancmesnil.</p> <p>6 janvier : Mazarin quitte Paris avec le jeune roi et la régente. Le Prince de Condé commence le siège de Paris.</p> <p>11 mars : Paix de Rueil. Le Parlement obtient la confirmation des déclarations de l'année précédente.</p>
1649	<p>septembre : rupture entre Condé et le Parlement.</p> <p>janvier : Mazarin s'allie aux chefs de la Vieille Fronde contre Condé.</p> <p>18 janvier : arrestation de Condé, de son jeune frère Conti et de leur beau-frère, le duc de Longueville.</p> <p>février-décembre : Troubles en province. Échec militaire des révoltés.</p>
1650	<p>Fronde des Princes : derrière le prince de Condé, une partie de la noblesse se soulève contre Mazarin, désormais allié au Parlement.</p>
1651	<p>Union des Frondes : le Parlement se rapproche des Princes et s'oppose de nouveau à Mazarin.</p> <p>janvier : union entre le parti des princes et la Vieille Fronde.</p> <p>février : libération des princes qui font un retour triomphal à Paris. Mazarin quitte le royaume.</p> <p>avril-juin : Condé maître du gouvernement, s'éloigne de la Vieille Fronde.</p> <p>août : rupture entre la régente et Condé.</p>
1652	<p>Guerre condéenne : Condé et sa clientèle, alliés à l'Espagne, sont désormais seuls face à Mazarin.</p> <p>septembre : Condé quitte Paris pour organiser un soulèvement en province, tout particulièrement dans le Sud-Ouest.</p> <p>avril-octobre : nouveau siège de Paris. Condé installe un pouvoir d'exception dans la capitale.</p> <p>12 août : le roi écarte Mazarin pour rétablir la paix.</p> <p>21 octobre : entrée du roi dans Paris</p> <p>26 octobre : rappel de Mazarin. Exil du prince de Condé.</p>
1653	<p>juillet-août : fin des troubles dans le Sud-Ouest.</p>

2. La régence de Marie de Médicis et ses prolongements (1610-1624)

1. Les pouvoirs

• Le jeune roi Louis XIII n'a que 9 ans ; un Conseil de régence s'organise autour de la reine mère, qui comprend aussi bien d'anciens ministres de Henri VI (les barbons), que des favoris italiens de la reine, Léonora Galigai et son mari Concino Concini, bientôt maréchal d'Ancre. Devant la montée des oppositions, Marie doit accorder des états généraux. L'assemblée tenue à Paris d'octobre 1614 à février 1615 ne donne pas de résultats concrets.

• Les rébellions nobiliaires se multiplient et la régente dilapide le trésor en pensions pour calmer les Grands. Le 24 avril 1617, le jeune roi fait assassiner Concini. S'ouvre alors une période d'affrontement entre Louis XIII et sa mère, les **guerres de la mère et du fils (1619-1620)**.

2. Le réveil de la question protestante

Les huguenots craignaient que la mort du roi ne mît fin au régime de l'édit de Nantes. La régente doit confirmer l'édit le 22 mai 1610, renouvelant l'autorisation du culte à Charenton pour les protestants de la capitale. L'année suivante se tient à Saumur une assemblée où dominent nobles et pasteurs. Deux tendances se font jour : pour le duc de Bouillon, devenu l'homme de la régente, il importe de se montrer conciliant ; en revanche, les gentilshommes de moindre importance se retrouvent dans l'intransigeance d'Agrippa d'Aubigné. Un parti nobiliaire issu de l'ouest et du sud du royaume caresse des rêves presque républicains. La prudence l'emporte et les protestants signent la paix avec la régente.

• Le Béarn est à l'origine de la reprise des guerres religieuses dans la France du jeune Louis XIII. Le 25 juin 1617, un arrêt royal rétablit le culte catholique qu'avait supprimé Jeanne d'Albret, mère de Henri IV, dans la Province. Dès janvier 1619, l'assemblée générale protestante de La Rochelle envisage le recours à la guerre. Lorsque la reine mère se soulève quelques mois plus tard, Rohan et Soubise sont dans son camp. Vainqueur de sa mère, le roi pardonne, mais marche sur le Béarn, où il rétablit le culte catholique.

• Le 10 mai 1621, l'assemblée générale protestante vote le Règlement général des milices et des finances, organisant une république fédérale dans les provinces protestantes, sur le modèle des Provinces-Unies ou de l'Union du Midi protestant pendant les guerres de religion du siècle précédent (→ fiche 14). La première phase de l'affrontement est incertaine. La résistance de Montauban et de Montpellier face aux troupes royales montre la ténacité des huguenots du Midi. Un chef se distingue, Soubise, qui organise les protestants de l'Aunis et de la Saintonge. Une première paix est signée le 19 octobre 1622 : l'édit de Nantes est maintenu, mais la dimension politique et militaire du protestantisme français est désormais réduite.

3. Louis XIII et Richelieu

1. L'ascension de Richelieu

Armand du Plessis de Richelieu est né en 1585, fils d'un gentilhomme poitevin, officier de Henri III. Nommé évêque de Luçon par Henri IV en 1606, il s'acquitte avec

zèle d'une tâche difficile de prélat catholique en pays protestant. Favorable à la diffusion du concile de Trente en France, il se fait remarquer aux états généraux de 1614. En 1616, désormais favori de Marie de Médicis, il est secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Guerre. La disgrâce de la reine l'éloigne du pouvoir, mais il revient à force d'intrigues et, devenu cardinal, est nommé principal ministre et chef du Conseil du roi en 1624.

2. Les débuts (1624-1630)

- Richelieu doit ménager les dévots comme le cardinal de Bérulle, favorable à un rapprochement avec l'Espagne. Les dévots ne sont pas simplement engagés dans une lutte contre la politique étrangère de la France dans la guerre de Trente Ans. Ils visent à une réorganisation de la société sur des fondements entièrement chrétiens et critiquent une politique qui conduit à l'appauvrissement.
- En 1630 se situe le grand tournant. La **journée des Dupes (11 novembre 1630)** permet la liquidation du parti dévot. Le système du ministériat s'impose, qui permet à Richelieu de peupler l'État de ses « créatures », parents ou clients.

3. Les oppositions

- Le tour de vis fiscal nécessaire à la conduite de la guerre entraîne de multiples révoltes paysannes. Deux grands soulèvements marquent le ministériat de Richelieu : en **1635, les croquants** se soulèvent dans le Sud-Ouest, plus particulièrement en Guyenne, Angoumois et Périgord ; en **1639, la révolte des Nu-pieds** en Normandie se propage aux villes et entraîne une très dure répression.
- Les nobles multiplient les **complots**, utilisant souvent l'aide de l'Espagne. Ils sont sévèrement réprimés. En 1632, le gouverneur de Languedoc, Montmorency, est décapité à Toulouse. À la fin du règne, deux grands complots manquent de réussir, celui du comte de Soissons qui meurt accidentellement après sa victoire sur les troupes royales (1641), puis celui de Cinq-Mars, exécuté en 1642, peu avant la mort de Richelieu.
- Après une nouvelle prise d'armes sans grandes conséquences à La Rochelle et en Languedoc à la fin de l'année 1626, la question protestante prend une tournure dramatique avec l'intervention de l'Angleterre qui tente de s'installer à l'île de Ré. Après le siège et la chute de La Rochelle (novembre 1629), le dernier acte est languedocien, qui voit la défaite définitive du parti protestant : Rohan doit concéder une paix à **Alès le 27 juin 1629** : contrairement aux vœux des dévots, les protestants bénéficient d'une amnistie totale, l'édit de Nantes est maintenu pour les clauses religieuses, judiciaires et civiles. En revanche, la disparition des assemblées politiques et des garanties militaires met définitivement fin au parti protestant.

4. La régence d'Anne d'Autriche avant la Fronde

Quand meurt Louis XIII, le roi Louis XIV, né en 1638, est mineur. Un Conseil de régence est organisé autour d'**Anne d'Autriche**, reine d'origine espagnole, ce qui inspire la méfiance à l'heure de la lutte contre les Habsbourg. **Mazarin** s'impose comme l'homme fort du Conseil de régence. Né Giulio Mazzarino en 1602, il appartient à la noblesse romaine et a commencé sa carrière diplomatique au service du Saint-Siège. Nonce extraordinaire (ambassadeur) du pape Urbain VIII auprès du roi de France à partir de 1634, il gagne la confiance de

Richelieu. Naturalisé, il revient en France en 1640 ; après quelques contestations à la mort de Louis XIII, il est désormais le principal représentant du pouvoir royal jusqu'en 1661.

Pistes bibliographiques

Le manuel de R. DESCIMON et Ch. JOUHAUD, *La France au premier XVII^e siècle*, Paris, Bellenin, 1994, est la meilleure introduction à la période. Parmi les nombreuses biographies de Henri IV, on préférera celle de J.-P. BABELON, *Henri IV*, Paris, Fayard, 1984. Sont également fort utilisables B. BARBICHE et S. DE DAINVILLE-BARBICHE, *Sully*, Paris, Fayard, 1998 ; P. CHEVALLIER, *Louis XIII*, Paris, Fayard, 1982 et P. GOUBERT, *Mazarin*, Paris, Fayard, 1990.

L'absolutisme de Louis XIV

La notion de règne personnel de Louis XIV est aujourd'hui fort contestée. S'il est certain que la mort de Mazarin et l'élimination de Fouquet mettent fin aux ministères tout-puissants, le gouvernement de la France ne saurait reposer sur le roi seul. On assiste en revanche à une bureaucratisation de l'État, rendue nécessaire par la complexification des affaires.

1. Le règne personnel (1661-1715)

1. La prise de pouvoir

À la mort de Mazarin, le roi, alors âgé de 21 ans, met fin à la combinaison ministérielle que lui a légué le cardinal. **Nicolas Fouquet (1615-1680)**, surintendant des Finances, est arrêté (5 septembre 1661). Après un procès peu équitable, il est envoyé en détention à Pignerol où il finit ses jours. L'ascension de **Jean-Baptiste Colbert (1619-1683)**, commence, qui triomphe à la fin de la décennie.

2. Les grandes phases du règne

- Après la suppression de la surintendance des Finances, le gouvernement est confié d'une triade : **Michel Le Tellier (1603-1685)**, puis son fils **Louvois (1639-1691)**, à la guerre, **Hugues de Lionne (1611-1671)** aux Affaires étrangères et **Colbert** qui met la main entre autres sur la Marine et le contrôle général des Finances.
- De 1669 à 1683, le gouvernement est tiraillé entre deux tendances représentées par les **Le Tellier**, à la fois dévots et bellicistes et les **Colbert**, moins marqués religieusement et favorables à la paix.
- Le règne véritablement personnel commence à l'extrême fin du XVII^e siècle. Louis XIV devient un roi bureaucrate, assumant souvent à partir de 1700 une partie des affaires d'Espagne où règne son petit-fils Philippe V (→ fiche 23).

2. L'État louis-quatorzien

1. Les Conseils

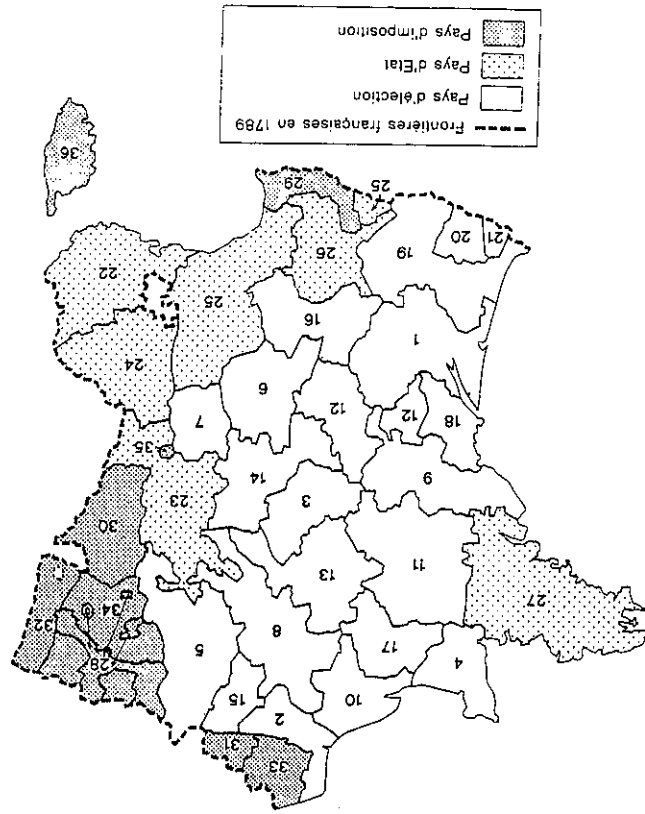
- Au sommet, le **Conseil d'en Haut** où siègent les ministres. C'est un organe très restreint où le roi décide en compagnie de trois à cinq personnes qu'il a lui-même choisies.
- Vient ensuite, le **Conseil des Finances** qui, institué en 1661, remplace la surintendance depuis l'arrestation de Fouquet. Le **contrôleur général** est le personnage central, en charges des dépenses de la monarchie. Au-dessous, différentes commissions comme les Petite et Grande Directions, sont des rouages essentiels.
- Le **Conseil de conscience** ne rassemble plus guère que le roi et son confesseur, par tradition un père jésuite.
- Le **Conseil des dépêches** règle de multiples affaires relatives aux provinces.
- Le **Conseil du commerce** enfin, qui ne fonctionne que de 1664 à 1676, sans grand résultat.

2. Les grands départements

- Le **secrétariat d'État à la Guerre** est le plus puissant. La direction des armées échappe à la noblesse traditionnelle et relève d'une lourde bureaucratie dominée

Carte administrative des généralités

Pays d'élections	(Généralité et intendance)
1	Aix
2	Amiens
3	Bourges
4	Caen
5	Châlons
6	Issoudun puis Blois
7	Lyon
8	Paris
9	Poitiers
10	Roan
11	Tours
12	Limoges
13	Orléans
14	Moulins
15	Soissons
16	Montauban
17	Alençon
18	1691 1689 1678 1676 1660
19	1776 1768 1762
20	1737
21	1694 La Rochelle



Source : G. Cabourdin, C. Vard, *Lexique historique de la France d'Ancien Régime*, A. Colin, 3^e éd. 2002, p. 159.

Pays d'imposition	(Intendance)
22	Aix
23	Dijon
24	Grenoble
25	Montpellier
26	Toulouse
27	Nantes
28	Metz
29	Perpignan
30	Besançon
31	Valenciennes
32	Strasbourg
33	Lille
34	Nancy
35	Trévoux
36	Bastia

Les guerres de Louis XIV

Lorsqu'à la mort de Mazarin (→ fiche 23) le jeune roi prend directement en main la politique étrangère du royaume, il hérite d'une position prééminente en Europe. La volonté de rendre celle-ci écrasante, tant par des acquisitions territoriales que par la soumission de puissances subalternes, rassemble contre Louis XIV des coalitions de plus en plus importantes, animées par les anciens alliés protestants de la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies.

1. L'affirmation de la puissance (1659-1678)

1. La paix des Pyrénées

Couronnement des efforts de Mazarin pour abaisser la puissance de l'Espagne, le traité, signé le 7 novembre 1659, permet à la France d'acquérir la majeure partie de l'Artois, le Roussillon et la Cerdagne, ainsi qu'une série de places à la frontière nord-est. Le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse d'Autriche, fille du roi Philippe IV, rapproche la maison de Bourbon des Habsbourg, tout en ouvrant la route à une éventuelle succession française sur le trône d'Espagne.

2. La guerre dite du droit de Dévolution

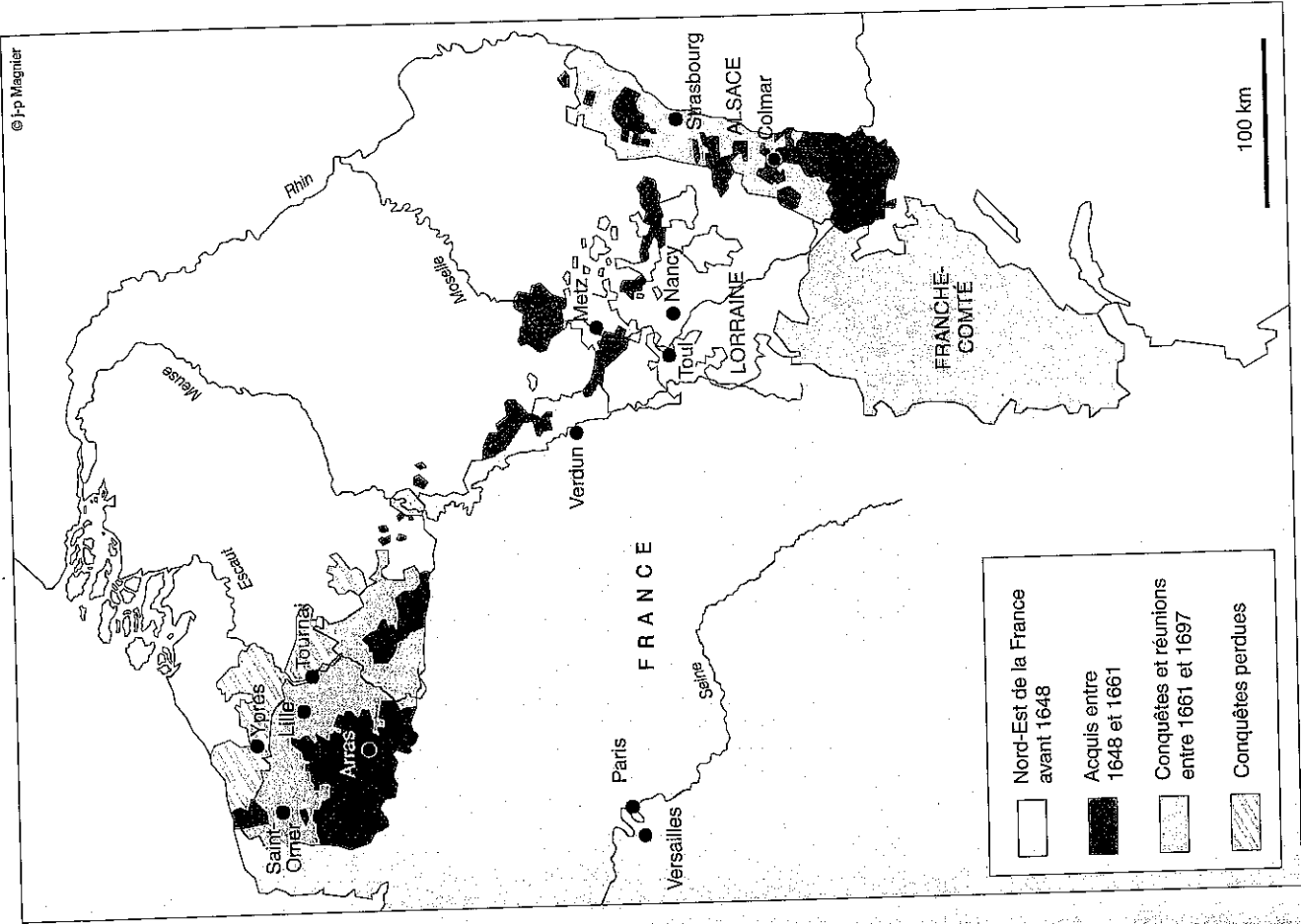
Louis XIV cherche à éprouver la puissance de l'Espagne. Le prétexte en est trouvé à la mort du roi d'Espagne Philippe IV (1665) ; les juristes français invoquent un point de droit brabançon qui privilégie les filles nées d'un premier lit aux fils issus d'un mariage postérieur. L'invasion des Pays-Bas commence au printemps de 1667. La France peut alors compter sur le soutien du Portugal, de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Les conquêtes françaises dans les Pays-Bas constituent cependant une menace pour l'Angleterre et les Provinces-Unies, tandis que l'occupation de la Franche-Comté espagnole à partir de 1668 n'est que temporaire : à la paix d'Aix-la-Chapelle, elle est restituée, tandis que la France continue à repousser vers le nord sa frontière aux dépens de l'Espagne.

3. La guerre de Hollande (1672-1678)

Le conflit a pour origine immédiate une guerre de tarifs douaniers entre la France et la Hollande, mais les causes sont en réalité plus complexes : la conquête des Pays-Bas espagnols ne peut se faire sans la neutralisation des Provinces-Unies qui n'acceptent pas l'idée d'une frontière commune avec la France ; mais il s'agit surtout de l'opposition entre deux modèles politique et religieux que tout sépare : la France catholique et absolutiste ne peut tolérer la république protestante des Provinces-Unies. Il importe également de casser la Triple Alliance conclue à La Haye entre les trois principales puissances protestantes du moment : Angleterre, Suède, Provinces-Unies.

En juin 1672, l'armée française se met en marche vers les Provinces-Unies ; les succès initiaux rendent la France très exigeante dans les premiers pourparlers de paix. La volonté de résister l'emporte alors en Hollande, où une révolution porte au pouvoir l'intransigeant Guillaume d'Orange (→ fiche 17). La guerre prend un visage nouveau. En Hollande, l'ouverture des digues rend difficile la progression des troupes françaises, tandis que se forme une véritable coalition contre la France. Le traité de La Haye, signé le 30 août 1673 par les Provinces-Unies, l'Espagne, l'Empire et la Lorraine, transforme la guerre franco-hollandaise en confrontation

Les conquêtes de Louis XIV



• Les efforts français changent de direction ; les possessions espagnoles se révèlent des proies faciles : la rapide conquête de la Franche-Comté en 1674 est accompagnée de la prise des principales places des Pays-Bas. En Méditerranée, la flotte française appuie la révolte des Siciliens contre la tutelle espagnole et remporte une série de succès, tandis qu'au nord-est se déroulent des batailles plus difficiles, en particulier en Alsace où le plus prestigieux des chefs français, Turenne, trouve la mort (1675).

Un Congrès européen, ouvert à Nimègue depuis 1675, permet de mettre fin à la guerre. La paix signée entre la France et les Provinces-Unies consacre un simple retour à la situation d'avant-guerre ; l'Espagne abandonne en revanche à Louis XIV la Franche-Comté et des places dans les Pays-Bas (1678).

2. Face à l'Europe coalisée (1678-1697)

1. L'hostilité générale à la France

Peu à peu une vaste coalition s'organise contre la France qui fait preuve d'une agressement manifeste : multiples petites annexions à ses frontières, bombardement de Gênes en 1685, revendications dans le Palatinat, conflit avec le pape qui conduit en octobre 1688 à l'occupation d'Avignon. Au moment où les princes protestants d'Allemagne commencent à s'organiser pour faire face à l'invasion française, la Révolution d'Angleterre lie le royaume avec les Provinces-Unies.

2. La guerre de la Ligue d'Augsbourg

• Sur le continent, la puissance militaire de la France est telle que les victoires s'enchaînent sur les différents théâtres de la guerre : dans les Pays-Bas, victoires du maréchal de Luxembourg à Fleurus (1690), Steinkerque (1692) et Neerwinden (1693) ; en Italie, victoire du général Catinat à la Marsaille sur le duc de Savoie (1693).

• La guerre maritime semble également bien engagée, et Tourville remporte un important succès sur la flotte anglaise en 1690, qui permet le passage en Irlande d'un corps expéditionnaire envoyé soutenir Jacques II et ses partisans. La victoire de Guillaume d'Orange à la bataille de la Boyne ruine cependant les espérances jacobites (→ fiche 24), et la nouvelle tentative de passage en Irlande s'achève en 1692 par le désastre naval de La Hougue.

• La guerre tend à devenir une guerre d'usure à partir de 1694. Les coalisés doivent se résoudre à traiter avec la France. Le duc de Savoie cède le premier en 1696 ; Guillaume d'Orange préfère alors négocier avec Louis XIV, qui fait de larges concessions aux Hollandais, abandonnant toutes les places conquises dans les Pays-Bas depuis la paix de Nimègue, le Luxembourg et accordant des avantages commerciaux aux Hollandais. Surtout, le roi de France reconnaît la légitimité du nouveau roi d'Angleterre et s'engage à ne plus aider les partisans des Stuart (paix de Ryswick, 1697).

3. La grande épreuve (1700-1713)

1. La succession d'Espagne

• La mort sans héritier de Charles II d'Espagne (→ fiche 20) est attendue dans toutes les capitales européennes. Un partage de l'empire espagnol semble convenir aussi bien à la France qu'à l'Angleterre et aux Provinces-Unies. Des plans sont élaborés avant l'ouverture du testament de Charles II qui meurt le 1^{er} novembre 1700 ; celui-ci témoigne en fait de la volonté de ne pas démembrer l'empire espagnol : Philippe

d'Espagne ou, à défaut, son frère puîné, Charles de Berri. En cas de refus français, on passerait à l'archiduc Charles, puis au duc de Savoie, Charles-Emmanuel II.

• Le 16 novembre 1700, après quelques jours de réflexion, Louis XIV accepte la succession. Il apparaît très vite que le jeune roi Philippe V ne saurait rien refuser à son grand-père. La France installe des troupes dans les Pays-Bas. Dans les colonies, les Français cherchent également à profiter de la nouvelle donne politique pour évincer tous leurs concurrents. L'Europe craint enfin que Philippe V, qui n'a pas renoncé à ses droits sur la couronne de France, ne soit un jour placé à la tête d'un État franco-espagnol trop puissant.

• La coalition qui se forme contre la France rassemble de nouveau l'Angleterre, les Provinces-Unies et l'empereur. Trois hommes la dominent à partir de la mort de Guillaume d'Orange (1702) : Heinsius, Grand Pensionnaire de Hollande, Eugène de Savoie, général des armées impériales et l'Anglais Marlborough. En 1703, la coalition s'étoffe par l'arrivée de la Savoie, puis du Portugal, grâce au traité négocié par Lord Methuen.

2. La première phase de la guerre

Les premières années sont calamiteuses pour l'alliance franco-espagnole. Après quelques succès, les Français sont défaits à Blenheim par Marlborough et le prince Eugène. L'Allemagne devient inaccessible et l'allié bavarois, isolé, doit subir une dure occupation (1705). Le maréchal de Villeroi est à son tour vaincu à Ramillies en 1706, perdant ainsi les Pays-Bas. En Espagne, les revers s'accroissent également : les Anglais s'emparent de Gibraltar en 1704, puis de Barcelone l'année suivante. L'archiduc autrichien Charles s'installe dans la capitale catalane et se fait reconnaître roi sous le nom de Charles III. Il parvient même à occuper Madrid en 1706, mais il en est chassé par une émeute des partisans de Philippe V.

3. Le redressement

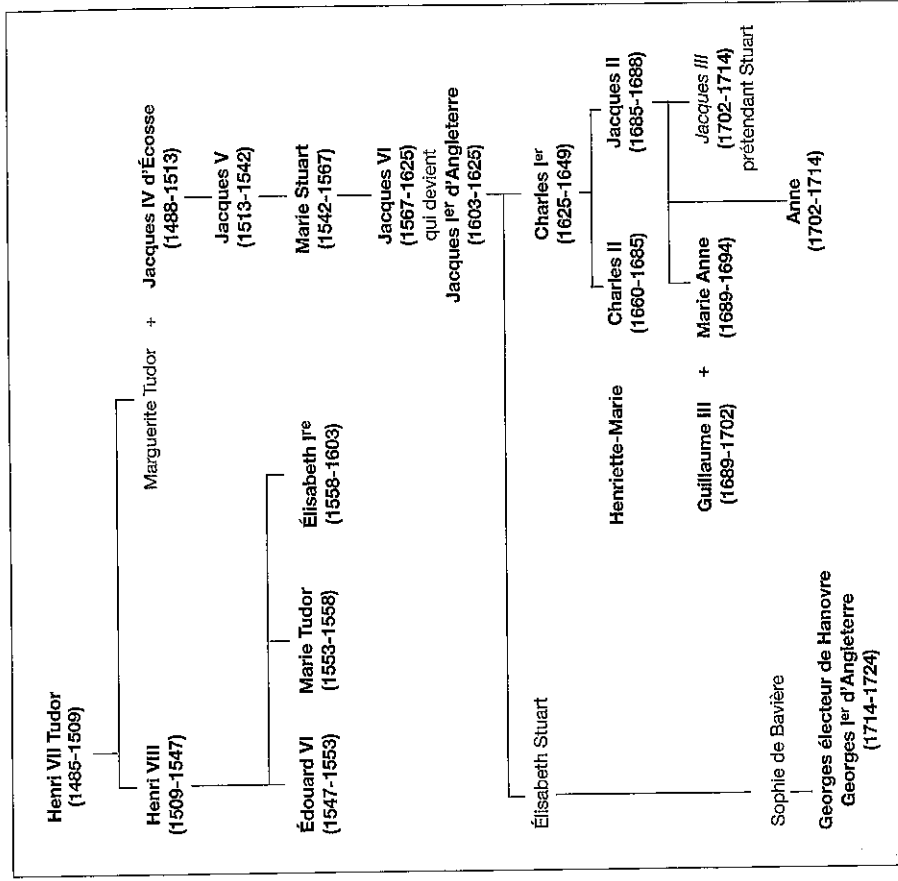
• Les propositions faites à Louis XIV par les alliés en 1709 sont inacceptables, supposant une abdication de Philippe V. À Malplaquet, l'armée française arrête Marlborough (1709). En Espagne, la victoire du duc de Vendôme à Villaviciosa assure le trône de Philippe V (1710). Charles III quitte l'Espagne l'année suivante.

• Les négociations générales commencent à Utrecht en janvier 1712, mais achoppent très vite. Le sort de la guerre dépend en réalité de la France et de l'Angleterre. À Denain, le maréchal de Villars brise la nouvelle offensive des Hollandais et des Impériaux (1712). L'Europe est prête pour la paix générale (→ fiche 30).

Pistes bibliographiques

R. MANDROU, *Louis XIV en son temps*, Paris, PUF, 1978 ; A. CORVISIER, *Histoire militaire de la France*, t. 1 : Des origines à 1715, Paris, PUF, 1992 ; L. BÉLY, *Les relations internationales à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1990.

L'Angleterre des révolutions



Contre-Réforme touche aussi l'Angleterre protestante et le nombre des catholiques passe de 35 à 60 000 entre 1604 et 1640, principalement dans les comtés du nord comme le Northumberland ou le Lancashire. En 1605, un complot papiste contre Jacques I^{er}, la **Conspiration des poudres**, est déjoué, qui empêche toute réconciliation entre le roi et les catholiques.

Rien n'est moins clair que la notion de **puritanisme** dans l'Angleterre du début du XVII^e siècle. Il s'agit avant tout d'une attitude religieuse, et non d'un parti. Sans rejeter systématiquement l'Église anglicane, les puritains aspirent à la voir s'orienter vers un plus grand respect de l'orthodoxie calviniste et s'inquiètent de tout rapprochement avec le catholicisme. Certains, les **dissidents**, rêvent d'une Église sur le modèle presbytérien (→ fiche 4), détachée du pouvoir royal.

2. La montée des tensions

Charles I^{er} monte sur le trône en 1625 et gâche très vite les atouts que lui conférerait une réelle popularité. Une crise religieuse s'ouvre, liée à l'action de l'archevêque de Canterbury, **Laud (1573-1645)**, très hostile aux dissidents. On soupçonne le roi qui a épousé **Henriette de France** sœur de Louis XIII. de pencher vers le papisme.

1. Les îles Britanniques au début du XVII^e siècle

1. La diversité politique

- L'autorité royale s'étend aussi bien à l'Angleterre qu'au Pays de Galles, désormais étroitement lié à la couronne, même si un conseil autonome subsiste jusqu'en 1689. L'échec de l'anglicanisme en Irlande montre cependant les limites de l'influence royale dans une île encore largement dominée par la noblesse locale que son catholicisme tourne vers l'Espagne. Entamée en 1599, la **conquête**, difficile, de l'ensemble de l'île, est achevée en 1603. Avec le règne de Jacques I^{er} se renforce la politique des **plantations** : on installe en Ulster des colons protestants, anglais ou écossais, dont la présence provoque une **révolte** en 1641.

L'Écosse constitue un royaume entièrement indépendant, qui s'est rapproché de l'Angleterre au début du règne de Jacques VI (1589-1625), qui devient en Angleterre Jacques I^{er} en 1603. La monarchie écossaise s'efforce d'établir une Église sur le modèle de l'anglicanisme, alors que le courant dominant du protestantisme écossais est plus proche de l'orthodoxie calvinienne et tient au modèle presbytérien, qui suppose l'indépendance de l'Église par rapport à l'État.

2. Les contrastes économiques

- La relative prospérité de l'Angleterre tranche avec le sous-développement du reste des îles Britanniques, mais n'en fait pas un pays très différent de ceux du continent. L'extraction du charbon dans le Northumberland n'a finalement joué qu'un rôle marginal et l'évident dynamisme économique de l'époque a plus à voir avec les productions textiles de l'est du royaume et les activités commerciales. De la même façon, les mutations agricoles, commencées au XV^e siècle avec les **enclosures** (→ fiche 1) ne permettent pas de parler de révolution agricole. La vraie révolution est plutôt du côté des prix, dont la hausse, corollaire inévitable de la croissance démographique, a sans doute déstabilisé la société.

- Le trait finalement le plus marquant de l'Angleterre pré-révolutionnaire est l'**expansion de Londres** : la population passe de 200 000 à 400 000 habitants entre 1600 et 1650. Dès cette époque, la capitale écrase par sa taille les autres villes du royaume. Le commerce maritime est la principale cause de cette croissance. Les armateurs anglais, d'abord présents en Baltique et en Méditerranée, se lancent par la suite dans les négociations coloniales, aussi bien en Amérique du Nord qu'aux Antilles ou aux Indes orientales.

2. La première révolution

1. Le règne de Jacques I^{er} (1603-1625)

Jacques VI d'Écosse est appelé pour succéder à Élisabeth en 1603. Il inaugure un régime d'**union personnelle** entre l'Écosse et l'Angleterre. Le nouveau souverain est partisan d'une monarchie sans frein : Jacques I^{er} oublie de convoquer le Parlement de 1610 à 1621. Les sessions de la fin du règne ne parviennent pas à dissiper les soupçons d'absolutisme qui pèsent sur le roi.

En matière religieuse, il en tient pour la suprématie de l'Église anglicane dont il est le chef. Ainsi s'oppose-t-il aussi bien aux catholiques qu'à de nombreux protes-

La pétition des droits de 1628, qui rappelle au roi que la monarchie d'Angleterre doit être tempérée par le Parlement, a peu d'écho ; le roi renvoie les Chambres et gouverne avec une poignée de conseillers de 1629 à 1640, période connue sous le nom de **tyrannie** dans l'historiographie traditionnelle. À partir de 1637, la résistance du Parlement à la pression fiscale grandit, tandis que l'Écosse se révolte. Après l'échec d'une conciliation avec un nouveau Parlement, le **Court Parlement de 1640**, un **Long Parlement hostile au roi siège de 1640 à 1653** ; il adresse en vain la Grande Remontrance de 1641, contre les papistes, les évêques anglicans et l'entourage du roi, véritable manifeste des débuts de la première révolution.

3. La guerre civile

Charles I^{er} pense résoudre le conflit avec le Parlement par la force ; il quitte Londres et lève une armée en 1642. Après trois années d'une lutte incertaine, la victoire des parlementaires à Naseby en 1645, puis la prise d'Oxford, quartier général royaliste, l'année suivante, mettent fin à la guerre civile. Prisonnier, le roi est jugé par un Parlement désormais aux ordres du nouveau maître de l'Angleterre, **Cromwell (1599-1658)**, petit noble puritain sorti de l'anonymat pendant la guerre civile ; Charles I^{er} est finalement condamné à mort et exécuté le 9 janvier 1649.

4. La dictature républicaine

Le Parlement déclare en juin que l'Angleterre est désormais une **République (Commonwealth)**. Le nouveau régime se transforme en véritable dictature à partir de 1653. Cromwell, qui a vaincu successivement les Irlandais, les Écossais et les partisans de Charles II, fils du défunt roi, se proclame Lord Protector d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Le régime, profondément religieux, prône l'austérité et l'obéissance.

3. Restauration et seconde révolution

1. La Restauration

Le Commonwealth ne survit pas à la mort de Cromwell. Le régime était avant tout fondé sur la capacité du Lord Protector à ménager radicaux et conservateurs. Richard Cromwell, son fils, se révèle vite incapable de faire face aux oppositions. Le général Monck marche sur Londres où se réunit un nouveau Parlement, le **Parlement Convention en avril 1660**. Celui-ci accepte le retour à la monarchie, tout en demandant le maintien de certains acquis de la Révolution.

Le règne de Charles II n'est cependant pas la synthèse que beaucoup espéraient. Un nouveau Parlement, appelé Parlement Cavalier, est soumis à la monarchie qui rétablit peu à peu son autorité. Les attermolements diplomatiques de Charles affaiblissent la puissance anglaise : le roi se tourne vers Louis XIV par le traité secret de Douvres (1670) où il s'engage à restaurer le catholicisme romain en Angleterre. La politique d'indulgence en matière religieuse mécontente le Parlement, qui impose en 1673 le **Bill of Test**, écartant les catholiques de tout emploi public. Le roi semble céder et se rapproche même de la Hollande calviniste (1674), mariant sa fille Marie au prince d'Orange (→ fiche 16).

• Les rumeurs de complot papiste provoquent en 1678 à Londres une brève hystérie anticatholique. Deux camps se forment alors, : les **whigs**, souvent puritains ou dissidents, qui veulent empêcher l'arrivée sur le trône du duc d'York, frère catholique du roi, font face aux **tories**, anglicans attachés aux prérogatives royales. Dans un climat d'agitation et de complots, Charles II gouverne sans Parlement, s'appuyant sur une armée permanente. Il meurt après s'être finalement converti au catholicisme.

• **Le règne de Jacques II (1685-1689)** est dominé par la question religieuse. Roi catholique, il ne parvient pas à se concilier des sujets qui sont impressionnés par la

Révocation de l'édit de Nantes (→ fiche 22) en France. Pour sauver la religion protestante, whigs comme tories pensent à Guillaume d'Orange, gendre de Charles, dont l'orthodoxie calviniste est irréprochable.

2. La « glorieuse révolution »

• Guillaume débarque à Torbay dans le Devon avec une armée principalement hollandaise qui ne rencontre aucune résistance (décembre 1688). Il devient roi d'Angleterre, conjointement avec la reine Mary, accepte par le **Bill of Rights** une monarchie contractuelle. Les partisans des Stuart, désormais appelés jacobites, sont d'abord vaincus en Écosse. En Irlande, Jacques II cherche à s'appuyer sur les catholiques et reçoit des renforts français. La victoire de Guillaume d'Orange à la Boyne met fin à ses espérances et ouvre une longue période d'oppression du catholicisme dans l'île (1690).

• **L'Act of settlement (1701)** organise la succession à la couronne en réservant celle-ci à un prince protestant, à qui un mariage catholique est interdit. La question de l'Écosse est réglée par une **union autoritaire** entre les deux royaumes (1707) qui met fin à l'indépendance écossaise.

Pistes bibliographiques

En français, on utilisera d'abord Bernard COTTRET, *Histoire d'Angleterre, XVI^e-XVII^e siècles*, Paris, PUF, 1996. La seconde édition du livre de Barry COWARD, *The Stuart Age*, Londres et New York, Longman, 1994, permet d'avoir un bon aperçu du renouvellement de la question ; Michel DUCHEIN, *Jacques I^{er} Stuart*, Paris, Fayard, 2003 ; Bernard COTTRET, *Cromwell*, Paris, Fayard, 1992.

3. Les Provinces-Unies au XVII^e siècle

1. Une structure complexe

La Hollande forme avec la Zélande l'ensemble le plus développé. L'ouverture sur la mer, qui est le fait des grands ports d'Amsterdam et de Rotterdam, a favorisé l'essor d'une bourgeoisie marchande prospère qui aspire à dominer l'ensemble des Provinces-Unies. Plus au sud, la province d'Utrecht fonde sa richesse autant sur le commerce que sur une agriculture intensive. Les quatre provinces du nord et de l'ouest, Frise, Groningue, Overijssel et Gueldre sont beaucoup moins développées ; le poids de la noblesse y est encore important.

L'organisation politique est de type fédéral. Chaque province réunit régulièrement des États, mais confie sa défense à un stathouder, gouverneur militaire. Les princes d'Orange cumulent les stathouderats. À La Haye se tient l'assemblée des États généraux, où chaque province ne dispose que d'une seule voix, mais le Grand Pensionnaire, qui défend les droits de la Hollande, joue un rôle très important. Les États généraux s'occupent avant tout des affaires diplomatiques et militaires.

2. L'évolution politique

Le système engendre des tensions politiques et les querelles religieuses sur la grâce entre arminiens, plutôt souples, et gomaristes, tenants d'une prédestination absolue, recourent souvent les antagonismes régionaux. La maison d'Orange penche plutôt pour le gomarisme. Le synode de Dordrecht, où sont présents des délégués de toute l'Europe calviniste, voit la victoire du gomarisme (1619). Une stricte orthodoxie calviniste règne désormais avec les princes d'Orange, vrais maîtres des Provinces-Unies. Quand meurt Maurice de Nassau en 1625, son demi-frère, Frédéric-Henri, se révèle moins rigoureux.

Arrivé au pouvoir en 1647, Guillaume II, fils de Frédéric-Henri, est un partisan de la guerre à outrance avec l'Espagne. La paix (→ fiche 19) est cependant accueillie favorablement par les Hollandais : elle confirme l'indépendance, offre le nord de la Flandre et du Brabant (pays dit de la généralité). Les bouches de l'Escaut demeurent fermées et les conquêtes hollandaises dans les Indes portugaises ne sont pas remises en cause. Guillaume II tente alors un coup de force contre les Hollandais qui provoquent la rupture entre les deux-ci et la Maison d'Orange. Lorsqu'il meurt peu après, le stathouderat est supprimé. Son fils posthume, Guillaume III, ne peut jouer aucun rôle : les Provinces-Unies entrent alors dans leur véritable phase républicaine.

La Hollande et quatre autres provinces n'ont plus de stathouder. Guillaume-Frédéric, de la branche cadette de la maison d'Orange, conserve les stathouderats de Frise et de Groningue. Au début de l'année 1651, une grande assemblée des États généraux rend une bonne partie de leurs libertés aux provinces. La Hollande, grâce au Grand Pensionnaire Jean de Witt (1652-1672), connaît une période de prospérité et de liberté. Elle renforce sa flotte et devient à elle seule une grande puissance en Europe.

L'invasion française (→ fiche 23) met fin à ce régime. Les orangistes, qui comptent depuis longtemps la restauration du stathouderat pour le prince Guillaume, profitent de la crise. Guillaume III devient d'abord capitaine général, puis stathouder de Hollande et de Zélande. Peu après, la foule massacre les frères de Witt : le système républicain n'est plus qu'une façade.

Guillaume III, à la tête des coalitions européennes contre la France de Louis XIV, devient un véritable souverain. Il contrôle les municipalités et exerce tous les pouvoirs

Pensionnaires dévoués, Fagel jusqu'en 1688, puis Heinsius qui exerce la charge de 1689 à 1720. Devenu roi d'Angleterre (→ fiche 24), il laisse à ce dernier la réalité du pouvoir aux Provinces-Unies. À la mort de Guillaume III, son neveu Jean-Guillaume lui succède (1702-1711).

3. La civilisation hollandaise

La tolérance religieuse est un des traits marquants de la Hollande. Le catholicisme y survit et le protestantisme ne se limite pas à l'orthodoxie calviniste : les luthériens y côtoient les adeptes de différentes sectes et des juifs, parmi lesquels beaucoup descendent de réfugiés venus d'Espagne et du Portugal.

La Hollande est l'un des grands pôles intellectuels et artistiques de l'Europe. L'université de Leyde, fondée en 1575 par Guillaume I^{er} d'Orange, est un foyer d'humanisme ; Descartes en fait son lieu de séjour préféré de 1628 à 1644, tandis qu'Amsterdam est la patrie de Spinoza (1632-1677). L'école hollandaise de peinture voit l'écllosion de génies tels Vermeer de Delft (1632-1675) et Rembrandt (1607-1669).

4. Les Pays-Bas espagnols au XVII^e siècle

Pays-Bas et Franche-Comté sont confiés en 1598 à l'infante Isabelle, fille de Philippe II, et à son mari, l'archiduc Albert d'Autriche. Après la mort d'Albert (1621) l'autorité d'Isabelle n'est plus que celle d'un simple gouverneur, et à la mort de cette dernière (1633), les provinces passent sous la tutelle pure et simple de l'Espagne. Dominées politiquement et ruinées par la guerre de Trente Ans, elles entrent, après un début de redressement sous Albert et Isabelle, dans une période de marasme.

Pistes bibliographiques

Le classique de Henri PIRENNE, *Histoire de la Belgique*, 1935, reste un ouvrage de référence. Les livres de Geoffrey PARKER sont très utiles, en particulier *The Dutch Revolt*, London, Pelican, 1990 ; Christophz DE VOOGD, *Histoire des Pays-Bas*, Paris, Fayard, 2002. Sur les Provinces-Unies, le livre de Jonathan ISRAËL, *The Dutch Republic*, Oxford University Press, 1995.